

MARIE-CLAIRE BERGERE

LA CHINE

DU MYTHE DE REFERENCE AU MODELE D'ACTION

«Quel que soit donc son destin à Paris, elle fera le tour du monde», écrivait Marx à propos de la Commune.¹ Parmi les nombreuses confirmations que les événements du siècle écoulé ont donné à cette prédiction, quoi de plus étonnant que la persistance des références à la Commune au cours de la Révolution chinoise? Comment l'image de la Commune parisienne, insurrection *urbaine et ouvrière*, s'est-elle imposée à un mouvement révolutionnaire qui à partir de 1927 n'a cessé de chercher ses appuis dans les campagnes, qui en 1949 a triomphé en lançant des armées de paysans à l'assaut des centres urbains et qui en 1965, transposant à l'échelle mondiale la stratégie maoïste de l'encerclement des villes à partir de bases rurales rouges, appelait les pays des continents sous-développés – Asie, Afrique, Amérique latine – à renverser la domination des nations industrialisées?²

Certes la tradition de la Commune est assez riche, assez diverse pour servir un mouvement si différent de ce qu'elle fut elle-même. Tradition de sacrifice et d'héroïsme consacrant à la fois la spontanéité révolutionnaire et la dictature populaire, la démocratie de masse et le rejet du centralisme bureaucratique, le sentiment patriotique et la fidélité à l'internationalisme prolétarien. A quels aspects de la Commune les révolutionnaires chinois se sont-ils le plus attachés? Comment ont-ils intégré la tradition communarde à leur propre mouvement? S'en sont-ils servis pour justifier et magnifier leur action en la situant dans une continuité historique ou bien y ont-ils vu un exemple à suivre, un modèle à imiter?

Naturellement, la tradition révolutionnaire chinoise est elle-même très diverse; et l'interprétation comme l'utilisation du «modèle» communard ont beaucoup varié. A deux reprises, cependant, le thème

¹ K. Marx, *La Guerre civile en France*, Editions Sociales, Paris 1968, p. 212, Premier essai de rédaction.

² Lin Piao, «Vive la victoire de la guerre populaire révolutionnaire», in: Jen-min jih-pao (*Le Quotidien du Peuple*), 3 sept. 1965.

de la Commune prend une ampleur particulière: en décembre 1927, lorsqu'est créée la Commune de Canton (*Kuang-chou kung-she*) et en janvier 1967, lorsqu'est établie celle de Shanghai (*Shang-hai kung-she*).

Quarante ans séparent donc ces deux expériences qui se réclament l'une et l'autre de la Commune. La filiation ainsi revendiquée est sans doute le seul point commun entre deux tentatives totalement dissemblables. C'est en étudiant brièvement ces deux moments privilégiés qu'on essaiera de dégager la nature et le rôle de la tradition «communarde» en Chine.

La Commune de Canton

La Commune de Canton apparaît comme un phénomène essentiellement isolé. Au moment où elle est établie, en décembre 1927, il y a longtemps qu'est retombée la vague révolutionnaire européenne et qu'ont disparu les «Communes» de Hongrie ou d'Allemagne créées au lendemain de la guerre mondiale. Le rythme particulier du «temps historique» chinois peut expliquer l'isolement de la tentative de Canton par rapport au contexte politique international. Mais le caractère marginal qu'elle conserve par rapport au développement du mouvement révolutionnaire chinois lui-même n'en est que plus frappant. A partir du printemps et de l'été 1927, en effet, la réaction triomphe dans toute la Chine. Après l'écrasement du soulèvement de Shanghai par Chiang Kai-shek, en avril 1927, la dissolution du gouvernement révolutionnaire de Wuhan au début du mois d'août et la rupture consécutive entre les communistes et le Kuomintang, la terreur blanche s'est abattue dans toutes les provinces du centre et du sud. Les actions insurrectionnelles tentées dans les villes (soulèvement de Nanchang, le 1^{er} août) et dans les campagnes (soulèvement de la moisson d'automne au Hunan en septembre), connaissent un échec presque instantané. La Commune de Canton s'inscrit donc dans un contexte général de reflux révolutionnaire non seulement à l'échelle mondiale, mais en Chine même.

Dans de telles conditions, pourquoi ce soulèvement que la situation générale semble condamner d'avance à l'échec? Existe-t-il à Canton des facteurs locaux particuliers susceptibles de pousser la population et les dirigeants à l'action dans une période apparemment si défavorable? Il ne semble guère que ce soit le cas. Depuis le printemps, en effet, la réaction s'est développée à Canton comme ailleurs. Les généraux Kuomintang de la «clique» du Kwangsi conduits par Li Chi-shen ont pris le pouvoir et se sont attaqués aux syndicats révolutionnaires. Promulgués le 6 juin, les «Règlements révisés sur les conflits entre le travail et le capital» rejettent le recours à la grève et imposent l'arbi-

trage gouvernemental. En août, une Union générale du Travail cantonnaise est créée afin de neutraliser l'action du Congrès du Travail dominé par les communistes. A l'automne, les arrestations se multiplient, visant les dirigeants des syndicats révolutionnaires comme par exemple celui des marins. Le mouvement ouvrier est en pleine désorganisation. Le Congrès du Travail regroupe encore plus de 90 syndicats (il en comptait 130 au début de l'année) et un effectif de 100.000 membres, mais avec la disparition de ses dirigeants il a perdu sa discipline, son dynamisme et son efficacité. Le pouvoir et l'initiative sont passés aux syndicats jaunes des Mécaniciens et des Employés de maisons de thé.¹

Ce n'est donc pas du monde ouvrier que vient l'initiative de l'insurrection. La décision de passer à l'action est prise par le P.C.C. sous la pression du Comintern. Après l'échec de l'alliance avec le Kuomintang, le Comintern a été en effet obligé de modifier son analyse de la situation chinoise. Rejetant la ligne «droitière» de capitulation devant la bourgeoisie, dont l'ancien secrétaire général Ch'en Tu-hsiu est maintenant rendu responsable, le Comintern préconise désormais une insurrection généralisée des villes et des campagnes en accord avec la montée «d'une nouvelle vague révolutionnaire» et visant à établir des soviets dans tout le pays. Ces directives, reprises par le P.C.C. lors du plenum extraordinaire du 7 août 1927, ont été appliquées avec le succès que l'on sait lors de l'insurrection de Nanchang et du soulèvement de la moisson d'automne. Staline, cependant, aux prises avec l'opposition trotskyste, a besoin d'un succès chinois propre à montrer que l'échec de 1927 n'est pas celui qu'avait prédit Trotsky et que les faits confirment sa propre analyse d'une vague révolutionnaire qui monte. Aussi le C.C. du P.C.C., réuni en novembre, se contente-t-il d'imputer les échecs de l'été précédent à une mauvaise préparation et, réaffirmant l'imminence d'une insurrection générale, il appelle à de nouveaux soulèvements armés. Staline, en effet, a non seulement besoin

¹ Cf. J. C. Huston, «Review of political conditions in the Canton consular district during 1927», p. 29. Et du même auteur «Review of political conditions in the Canton consular district during November 1927», pp. 4-5.

Nous remercions ici très vivement M. Viénet qui a eu l'extrême obligeance de nous communiquer les photocopies de documents qu'il a rapportées de l'Université de Stanford. Parmi ces documents, les rapports du consul américain Huston, ainsi que le recueil d'articles publiés par le P.C.C. en 1930 sous le titre Kuang-chou kung-she (La Commune de Canton). Ce sont-là des sources fondamentales. M. Viénet prépare actuellement une thèse sur la Commune de Canton, et a poursuivi un important travail d'interviews auprès de personnalités réfugiées à Hong Kong et qui avaient pris part à la Commune. Dans le souci de préserver l'originalité de son travail, nous n'utilisons pas ici la teneur des interviews dont il a eu également l'obligeance de nous communiquer le texte.

d'un succès en Chine, mais il en a besoin rapidement, avant l'ouverture du XV^e congrès du P.C.U.S., prévue le 15 décembre et au cours duquel il compte éliminer définitivement l'opposition trotskyste. D'après un certain nombre de témoignages,¹ c'est donc de Moscou qu'aurait été lancé le mot d'ordre de l'insurrection cantonaise. Il semble en tous cas que les dirigeants locaux – et particulièrement le secrétaire du Comité provincial du P.C.C., Chang T'ai-lei – aient montré de grandes réticences à s'engager dans cette aventure.² Pourtant, une fois la décision prise, les communistes cantonnais travaillent à organiser l'insurrection, aidés de plusieurs délégués du Comintern dont le plus connu était l'Allemand Heinz Neumann.³ Le rôle de ces délégués est confirmé, de façon indirecte, par le massacre d'une dizaine de soviétiques lors de la répression qui suivit l'échec de la «Commune».⁴

¹ Cf. H. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, 2^e éd. revue, Stanford 1962, p. 282. Isaacs fait état de témoignages qu'il aurait recueillis à Moscou auprès d'émigrés chinois appartenant à la fraction de gauche du Kuomintang. Il cite aussi de nombreuses sources de tendances trotskystes, à commencer par Trotsky lui-même: Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, pp. 291-292; V. Serge, *De Lénine à Staline*, Paris 1937, p. 31; V. Serge, *Russia, twenty years after*, New-York 1937, p. 160; B. Souvarine, *Staline*, Paris 1935, p. 434. On peut aussi noter le témoignage de Margarete Buber-Neumann, épouse de Heinz Neumann, communiste allemand qui fut le principal représentant du Comintern à Canton pendant l'insurrection. Dans son ouvrage *Von Potsdam nach Moskau*, Stuttgart 1957, pp. 178-193, Margarete Buber-Neumann affirme que son mari avait reçu de Staline l'ordre de préparer et déclencher l'insurrection de Canton. Mais comme sur de nombreux points – par exemple le rôle de Lominadzé – l'ouvrage est entaché d'inexactitude, ce témoignage ne constitue pas une pièce à conviction. Sur une critique des diverses sources concernant le rôle de Moscou dans le déclenchement de l'insurrection cantonaise, cf. Hsiao Tso-liang, «Chinese Communism and the Canton Soviet», in: *The China Quarterly*, n° 30 (avril-juin 1967).

² Sur l'attitude de Chang T'ai-lei on dispose du témoignage de Li Ang. Li Ang (alias Chu Ch'i-hua, 1907-1945) fut un des premiers militants du P.C.C., auquel il adhéra de sa création en 1921 jusqu'en 1929. Il participa, aux côtés de Chang, à la préparation de l'insurrection. Son témoignage cependant est tardif: il date de l'époque où, emprisonné par les militaristes du Kuomintang (de 1941 à 1945), Li Ang se consacre à des travaux historiques et rédige *Hung-se wu-t'ai* (La Scène rouge). Bien que Li Ang ait cessé toute collaboration avec le groupe trotskyste chinois en 1937, il restera jusqu'à sa mort considéré comme un trotskyste par le P.C.C.

³ Heinz Neumann fut considéré pendant longtemps comme l'auteur du pamphlet *L'Insurrection armée*, publié sous le pseudonyme de A. Neuberg, à Paris en 1931. La préface de la réédition de cet ouvrage (Maspero, Paris 1970), attribue la paternité du livre à un groupe de spécialistes du Comintern réfugiés à Moscou. Si on retient cette version des faits, le chapitre de *L'Insurrection armée* consacré au soulèvement de Canton perd sa valeur de témoignage oculaire.

⁴ D'après le témoignage du consul Huston, on relève parmi les victimes soviétiques les noms de Hassis, Antonoff, Mackinoff, Gogol, Tzeigeloff, Kornivaloff, Zawichi, Kroval, Lyboff et Tzeplitzsky.

Pourquoi le choix du Comintern et du P.C.C. s'est-il porté sur Canton en dépit des circonstances locales défavorables signalées par Chang T'ai-lei? L'ancienneté et la solidité de la tradition révolutionnaire cantonaise peuvent peut-être expliquer en partie ce choix. C'est à Canton que Sun Yat-sen lança sa première tentative de soulèvement armé contre le gouvernement impérial mandchou. Tentative suivie de beaucoup d'autres dont la dernière en date, celle du 29 mars 1911, précède de peu le renversement du régime impérial. Cette révolution du 29 mars, après un succès éphémère, conduisit à une violente répression qui parmi bien d'autres victimes fit 72 martyrs dont l'héroïsme est perpétué dans le mémorial de Huanghuakang élevé au nord de Canton et considéré par les révolutionnaires comme «un lieu saint de la République chinoise» (*Wu Chih-hui*). Enfin c'est à Canton que Sun établit en 1917-1918 son premier gouvernement militaire et à partir de 1920, la base révolutionnaire d'où allaient partir les grands bouleversements des années 1924-1927. Des considérations d'opportunisme politique ont dû également jouer. Le pouvoir établi à Canton par Li Chi-shen et les généraux Kwangsites dans les premiers mois de 1927 leur a été en effet ravi par un autre militariste du Kuomintang: Chang Fa-k'uei, au mois de novembre. Le conflit entre les deux groupes de militaristes n'est cependant pas réglé et les combats se poursuivent dans le Kwangtung alors que la capitale provinciale dégarinée de troupes n'est plus gardée que par une police de 3.000 hommes environ. En outre, il est possible que les communistes aient eu l'espoir de rallier à leur cause une partie du personnel politique et militaire mis en place au début de novembre par Chang Fa-k'uei. Chang et ses amis appartiennent en effet à la fraction de gauche du Kuomintang: du temps de Borodine, ils avaient entretenu de nombreux rapports, personnels et politiques, avec les communistes alors présents à Canton. Quelques hauts fonctionnaires et des officiers supérieurs, tel Huang Chi-hsiang, seront soupçonnés de connivence avec la rébellion. L'un d'entre eux sera même exécuté. Enfin la proximité de la base rurale révolutionnaire de Hailufeng, dans le Kwangtung oriental, offrait des perspectives de coordination entre l'insurrection urbaine et les soulèvements ruraux.

Le 11 décembre, les insurgés passent à l'attaque. Par peur de n'être pas suivi (ou selon A. Neuberg, pour ménager un effet de surprise) le comité provincial du P.C.C. a renoncé à déclencher une grève générale. C'est donc la mutinerie d'une unité de cadets de Chang Fa-k'uei qui permet aux communistes de s'emparer des principaux points stratégiques de la ville, et d'établir un gouvernement soviétique. Succès sans lendemain: les insurgés, mal armés et peu suivis, semble-t-il, par la classe ouvrière, ne peuvent résister aux forces réconciliées des militaris-

tes du Kuomintang. Le 13 décembre au soir, la ville est reconquise.

L'insurrection de Canton, mal préparée, par les dirigeants communistes et mal soutenue par les forces populaires, apparaît comme le type même du putsch. Pourtant ce n'est pas ainsi qu'elle sera qualifiée par le C.E. du Comintern, réuni en février 1928 à Moscou. Si, en effet, le Comintern reconnaît bien le caractère «putschiste» et «aventuriste» de la politique suivie par le P.C.C. dans le second semestre 1927, exception est faite pour le soulèvement de Canton. Celui-ci, qualifié de «tentative héroïque du prolétariat pour organiser un pouvoir soviétique en Chine», entre au contraire dans l'histoire et la légende révolutionnaires, où il va prendre rang à côté de la Commune de Paris

Commune de Canton et Commune de Paris

Ce rapprochement entre les deux Communes est-il né d'une volonté consciente d'imitation? Jaillit-il de ressemblances objectives ou n'est-il que le résultat d'une politique déterminée cherchant à camoufler la nature de l'échec cantonais en l'assimilant à celui de la Commune parisienne?

S'il y a des ressemblances entre la Commune de Paris et celle de Canton, elles n'ont sans doute pas été voulues par les insurgés chinois. Ni avant, ni pendant l'insurrection nous n'avons rencontré de référence au modèle parisien. Le terme même de «commune» (*Kung-she*) n'est pas employé dans les textes contemporains qui utilisent le terme *pao-tung* (émeute, insurrection) pour désigner le mouvement et nomment le gouvernement insurrectionnel: «soviet».¹

Si, dans son projet, la Commune de Canton ne se réfère pas à celle de Paris, elle ne l'évoque guère non plus dans son déroulement. Point de soulèvement spontané de travailleurs, mais une mutinerie militaire qui ne trouve qu'un écho affaibli dans les milieux ouvriers. D'après le témoignage, généralement bien informé sinon toujours impartial du consul américain Huston, 3.000 hommes seulement se seraient enrôlés dans les rangs des insurgés alors que l'effectif des ouvriers syndiqués s'élevait à 290.000 dont 8.000 environ étaient communistes. Et encore, dans les rangs de ces 3.000 volontaires s'étaient glissés des pirates, gangsters et prisonniers de droit commun libérés en même temps que les détenus politiques. Les pillages, les incendies auxquels fut livrée la ville dès le début de l'insurrection semblent confirmer le rôle de ces éléments «douteux» et incontrôlés dans le mouvement.² Les sources

¹ Cf. la terminologie des articles de Huang Ping, Teng Chung-hsia, Yeh Ting..., publiés dans le recueil *Kuang-chou kung-she*, op. cit.

² Il est vrai que la responsabilité des incendies, généralement imputée aux émeutiers, revient aussi aux tirs des canonnières chinoises et étrangères ancrées dans la Rivière des perles.

communistes (Yeh Ting, Teng Chung-hsia, Neuberg) chiffrent à 20.000 hommes la participation ouvrière, mais s'accordent à reconnaître que cela ne constitue tout de même pas une bien large fraction des travailleurs. Il faut bien observer, en effet, que le 12 décembre, au moment même où l'insurrection bat son plein et où le soviet lance enfin un appel à la grève générale, de nombreux ouvriers sont restés à leurs postes: en particulier les cheminots et les marins (ces derniers pourtant *adhérents d'un syndicat à solide tradition révolutionnaire*) qui continuent à assurer le transport des troupes blanches vers la ville.

Le court laps de temps (48 heures) pendant lequel le soviet de Canton s'est maintenu au pouvoir, ne lui a pas permis certes, de donner toute la mesure de son projet politique. Le «Message au Peuple» qu'il lance dans la matinée du 12 décembre permet cependant de juger de l'orientation radicale de cette politique. Outre les appels à l'insurrection et les mesures de circonstances, ce message comporte en effet un projet de Code du Travail prévoyant la limitation à huit heures du travail quotidien, l'augmentation générale des salaires, la nationalisation des industries, le paiement d'indemnités gouvernementales aux chômeurs, la confiscation des biens des propriétaires et des capitalistes, la suppression des dettes et des loyers. Le programme agraire du soviet appelle à la confiscation des terres, à l'extermination des propriétaires, à l'abolition de la rente foncière et de l'impôt ainsi qu'à la destruction des titres de propriété et des reconnaissances de dette.

Par son radicalisme – et son irréalisme – le programme des insurgés cantonais peut rappeler celui de la Commune de Paris, encore que le modèle sans cesse invoqué soit celui des soviets. Il semble bien en fait que le seul point sur lequel la Commune de Canton rejoigne indiscutablement celle de Paris, soient l'ampleur et la sauvagerie de la répression à laquelle elle a donné lieu. Ici, tous les témoignages concordent. De 4.000 à 6.000 victimes exécutées en quelques jours. Les hommes du syndicat (jaune) des Mécaniciens se livrent aux massacres des suspects qu'ils pourchassent dans les rues. A Paris, des mains noircies suffisaient à envoyer les suspects devant les pelotons d'exécution: à Canton, la pièce à charge, c'est la trace rouge laissée par le bandeau de ralliement que les insurgés portaient autour du cou et dont la couleur avait déteint sous l'effet de la sueur. La tragédie et le martyr, voilà ce qui peut rapprocher Canton de Paris.

Pourtant, en cette année de terreur blanche, la tragédie et le martyr n'ont pas été réservés à la seule ville de Canton. Le supplice des insurgés cantonais ne constitue pas dans le sombre contexte de l'époque un titre spécifique à la gloire révolutionnaire que devait par la suite leur conférer la référence à la Commune de Paris.

En définitive, il semble bien qu'il faille chercher les origines de cette

référence et les causes de l'intégration au mythe révolutionnaire ailleurs qu'à Canton. Attirer l'attention sur l'héroïsme et le sacrifice des insurgés, c'était la détourner d'une recherche des responsabilités qui eût fait apparaître avec trop d'évidence les fautes du P.C.C. et à travers elles, celles du Comintern et de Staline. Assimiler l'échec de Canton à celui de Paris, c'était le magnifier, en faire d'emblée un objet de respect et non point d'analyse. C'est à quoi vont travailler par la suite le Comintern aussi bien que le P.C.C. Nous avons déjà noté que le C.E. du Comintern, au cours de sa session de février 1928, dénonce la ligne putschiste du P.C.C. pendant le second semestre 1927, mais qualifie l'insurrection cantonaise de «tentative héroïque du prolétariat». La formule est reprise et précisée par le VI^e Congrès du P.C.C. tenu à Moscou à l'été 1928. L'insurrection de Canton devient «une héroïque action d'arrière-garde». A la fin de l'année 1928, le Syndicat général pan-chinois (communiste) consacre un numéro spécial de son journal *Chung-kuo kung-jen* (L'Ouvrier chinois) à la commémoration de la Commune de Canton.¹ On y souligne la valeur exemplaire du mouvement; on célèbre les «martyrs qui ont affronté les souffrances et la mort face à la terreur blanche». On appelle les militants à étudier les enseignements de la Commune de Canton afin de faire revivre son esprit et d'achever sa mission historique. Peu à peu, le terme de «Commune» (*Kung-she*), se substitue à celui d'insurrection (*pao-tung*). Vers 1930 pourtant, cette substitution n'est pas achevée; lorsqu'à cette date en effet, le P.C.C. publie son fameux recueil d'articles sur la Commune, il donne bien comme titre à l'ouvrage: «la Commune de Canton» (*Kuang-chou kung-she*), mais les auteurs des divers articles dont certains, comme Yeh Ting, ont participé eux-mêmes au soulèvement, continuent à évoquer l'insurrection (*pao-tung*). Cette dichotomie de vocabulaire n'est-elle pas significative? Elle reflète, à notre avis, une distorsion historique caractérisée: pour des motifs politiques précis, on s'est servi de la référence au mythe communiste pour transformer un putsch criminel en une révolution exemplaire.

La Commune de Paris et la Révolution culturelle

Si l'on veut essayer de retrouver dans la Révolution chinoise l'esprit de la Commune de Paris, ce n'est donc pas vers la Commune de Canton qu'il faut se tourner mais bien plutôt vers la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne de 1966-1969. Les multiples références à la Commune de Paris qui jalonnent le développement de la Révolution

¹ *Chung-kuo kung-jen*, n° 3, 1^{er} janvier 1929. M. Alain Roux nous a communiqué les notes manuscrites qu'il avait prises en lisant ce document: qu'il reçoive ici l'expression de nos plus vifs remerciements.

culturelle n'évoquent plus l'insurrection écrasée, mais la révolution triomphante. La Commune de Paris ne sert plus ici de cercueil d'apparat, mais de source d'inspiration. Devient-elle pour autant un modèle d'action?

La résurgence du mythe communard en Chine est préparée par l'abandon du modèle soviétique à partir de 1958. Ce modèle utilisé avec le succès que l'on sait entre 1912 et 1927, abandonné pendant la phase des guérillas paysannes entre 1928 et 1949, s'était de nouveau imposé après la prise du pouvoir par les communistes. C'est en calquant son action sur celle de ses prédécesseurs russes que le nouveau gouvernement de Pékin a essayé de faire face à ses responsabilités. Le premier plan quinquennal chinois (1953-1957) emprunte au système de planification soviétique, la hiérarchie de ses objectifs en accordant une priorité absolue au développement de l'industrie lourde; il lui emprunte également ses méthodes d'action en concentrant les investissements d'état sur la réalisation de quelques projets industriels géants – les projets «hors-norme», destinés à amorcer et à polariser la croissance. Dans le domaine politique, le nouveau régime chinois s'inspire aussi des principes appliqués en U.R.S.S. Les institutions mises en place par la Constitution de 1954 fonctionnent à tous les niveaux sous le contrôle des organisations parallèles du P.C.C. L'imitation certes n'est pas servile. Les communistes chinois essaient d'adapter le modèle soviétique à leurs besoins propres: ainsi accélèrent-ils par exemple le rythme de la collectivisation agricole pour répondre à l'urgence de leurs besoins. Ils savent que pour résoudre leurs problèmes ils disposent de moins de temps et de moins de ressources que les dirigeants soviétiques n'en avaient eu en 1917. Mais ils bénéficient de l'existence d'un précédent et entendent l'exploiter. L'accent est donc mis sur la transformation économique du pays pour laquelle on fait appel aux compétences: «Dans la vaste entreprise qui vise à changer l'état arriéré de l'économie, de la science et de la culture dans notre pays ... le facteur décisif est le besoin de cadres, le besoin d'experts scientifiques et techniques en nombre suffisant.»¹ La responsabilité de cette entreprise repose sur le parti dont on s'efforce alors de modifier la composition essentiellement paysanne en facilitant l'adhésion des ouvriers.² La prise du pouvoir a entraîné la rupture avec le «communisme de Yen-an»:

«Depuis 1927 et jusqu'à aujourd'hui nous nous sommes appuyés

¹ Socialist upsurge in China's countryside, Foreign Languages Press, Pékin 1956, p. 159 (cité ici d'après S. Schram, «The Party in Chinese Communist ideology», in: *The China Quarterly*, n° 38 (avril-juin 1969).

² *Ibid.*, pp. 206-207.

dans notre travail, sur les villages... L'époque de ce genre de travail est maintenant passée. Nous entrons dans l'époque où «la ville va au village», où la ville conduit le village.»¹

La politique ainsi appliquée pendant les premières années (1952-1957) du nouveau régime chinois remporte d'indiscutables succès: achèvement de la collectivisation agraire, développement de l'industrie lourde. Il apparaît cependant à certains dirigeants, dont Mao, que ces résultats ne s'accordent ni à l'urgence ni à la spécificité des besoins de leur pays. L'augmentation de la production de l'acier ne peut résoudre, à court terme du moins, le problème fondamental que pose la subsistance d'une population toujours plus nombreuse. La diversion des principales ressources nationales vers quelques pôles industriels accentue au contraire le décalage entre le développement des villes et celui de campagnes promises à une longue stagnation, et donc par le jeu de la pression démographique, à une misère accrue. Le caractère paradoxal d'un tel développement ne peut que frapper les dirigeants d'une nation essentiellement rurale et destinée à le demeurer encore longtemps.

En outre, à mesure que les perspectives de développement s'éloignent, le rôle du parti devient plus ambigu. Porteur des compétences et véhicule de l'organisation, ne risque-t-il pas de devenir progressivement étranger à ces masses rurales dont le genre de vie et la mentalité n'évolueront que lentement? Cette aliénation n'est-elle pas d'autant plus menaçante que la compétence – qu'il s'agisse de technique ou d'organisation – est en fait le plus souvent une compétence d'origine étrangère empruntée à l'Occident (ou à la Russie)? Ainsi l'adoption du modèle crée-t-elle plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le précédent est rassurant, mais il n'est pas efficace. Les Chinois doivent résoudre leurs problèmes spécifiques en termes spécifiques. Après avoir rejeté en 1928 le modèle soviétique de la lutte révolutionnaire et de la prise de pouvoir, Mao abandonne aussi en 1958 celui du développement et décide de réaliser l'édification d'une économie et d'une société socialistes selon une voie nouvelle.

La première exploration de cette voie nouvelle se fait dans le domaine économique, au cours du «Grand Bond en avant» (1958-1960). Le rythme du développement est accéléré: il faut rattraper la Grande-Bretagne en douze ans. La hiérarchie des objectifs est bouleversée: priorité est donnée à l'agriculture; les progrès concomitants de l'industrie se feront en respectant l'équilibre entre la fabrication des biens de production et celle des biens de consommation. La stratégie du dévelop-

¹ Mao Tse-tung, *Selected Works*, Foreign Languages Press, Pékin 1961, t. IV, p. 363, rapport au 2ème plenum du C.C. du P.C.C., 5 mars 1949.

pement ne reposera plus sur la seule action de l'état, mais également sur l'initiative des masses populaires. C'est ce que résume le slogan «Marcher sur les deux jambes». La planification centralisatrice, la compétence technique, les investissements de capitaux seront complétés et éventuellement suppléés par l'action des collectivités locales, le militantisme révolutionnaire et les investissements en travail. Cette politique économique sera appliquée grâce à l'implantation de structures originales: les *Communes* populaires. Nées de la fusion des anciennes coopératives agricoles, celles-ci représentent les cellules économiques de base, propriétaires des moyens de production et dont la compétence polyvalente s'étend aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie, aux transports qu'aux grands travaux publics.

Bien que le Grand Bond constitue essentiellement une tentative de réorientation économique, ses implications politiques et idéologiques prennent, rétrospectivement, une importance primordiale, dans la mesure où elles préfigurent le développement de la Révolution culturelle. Le slogan «Marcher sur les deux jambes» valorise l'action des masses au détriment du rôle des appareils. La Commune populaire qui cumule les fonctions économiques avec l'exercice des pouvoirs (financiers, administratifs, militaires) que lui a délégués l'état, représente l'amorce d'une gestion décentralisée; cellule de production autonome, elle doit résoudre la dichotomie agriculture/industrie, ville/campagne; modèle de vie collectiviste, elle prépare le passage à la société égalitaire idéale: elle appartient déjà à cette société.

L'application de la politique du Grand Bond en avant a entraîné au sein du P.C.C. des débats dont on a pu pressentir la violence à travers les affrontements marqués par la réunion du C.C. de Wuhan, en décembre 1958 (au cours duquel Mao renonce au poste de Président de la République Populaire), et par le plenum de Lushan, en août 1959 (qui consacre la chute du maréchal P'eng Te-huai). Cette violence est à la mesure des intérêts économiques et politiques en cause;¹ mais plus fondamentalement elle découle de la remise en question des principes sur lesquels repose depuis dix ans le régime communiste chinois.

Aussi bien l'échec économique du Grand Bond ne condamne-t-il pas aux yeux des maoïstes l'ensemble d'une politique dont il n'est qu'une expression partielle, peut-être même mineure. Lorsque le «réajustement» économique s'achève en 1962, la lutte reprend sur autre terrain, celui des superstructures politiques et idéologiques: sourde rivalité durant la «Campagne d'éducation socialiste» (1962-1965), puis conflit ouvert,

¹ Pour une critique des interprétations réductrices (réduction économique et réduction «tienanménologique») de la Révolution culturelle, cf. L. Bianco, «La page blanche», in: *Politique*, mai et juin 1970.

avec le déclenchement de la Révolution culturelle en 1966. C'est au cours de cette dernière période qu'apparaissent, de plus en plus nombreuses, les références à la Commune de Paris.

Le modèle de la Commune de Paris comme moyen de légitimation idéologique

L'apparition du thème de la Commune de Paris au moment où est rejeté et condamné dans tous les domaines l'exemple soviétique, pourrait suggérer la substitution d'un modèle à l'autre. Mais une telle hypothèse ne résiste pas à un examen rapide. Nous avons noté plus haut l'influence concrète et déterminante du modèle soviétique sur lequel le régime chinois s'est façonné dans ses débuts. Or en 1966, les options et les principes que vont couvrir les références à la Commune de Paris ne présentent aucun caractère de nouveauté. On assiste simplement à la résurgence du courant que pour simplifier (au risque de déformer) nous appellerons anarcho-populiste, courant aussi ancien que le mouvement révolutionnaire chinois et qui a persisté dans la phase marxiste-léniniste de ce mouvement après la création du P.C.C. en 1921.

Les origines de ce courant sont variées. On peut les retrouver dans la création des premiers groupes anarchistes contemporains du *T'ung-meng-hui* (Ligue jurée) de Sun Yat-sen: celui de Paris créé par Wu-Chih-hui et Li Shih-tseng, vers 1906, et dont le journal, *Hsin-shih-chi* (Le Siècle Nouveau), diffuse les écrits et la pensée de Bakounine, Kropotkine et Reclus; et celui de Tokyo, dominé par les personnalités de Chang Chi et Liu Shih-p'ei et initié par l'anarchiste japonais Kotoku aux œuvres de Proudhon et des auteurs russes.¹ Un autre courant, plus spécifiquement populiste, se dégage au début du mouvement du 4 mai 1919, parmi les intellectuels qui précisément joueront un rôle décisif dans l'introduction du marxisme en Chine et la fondation du P.C.C. Tel est le cas par exemple de Li Ta-chao, qui, au moment même où il se déclare marxiste (en 1918), appelle les étudiants à abandonner «la vie corruptrice» des villes pour «aller dans les villages», «pour prendre la bêche et la charrue et devenir les compagnons des paysans au travail».² Les premiers écrits de Mao témoignent de cette même influence populiste³ et il n'est pas difficile non plus d'en déceler les traces dans le Rapport sur le mouvement paysan du Hunan en 1927.

¹ Cf. R. S. Scalapino, *The Chinese anarchist movement*, Berkeley 1961.

² Cf. M. Meisner, «Leninism and Maoism: Some populist perspectives on Marxism-Leninism in China», in: *The China Quarterly*, n° 45 (janvier-mars 1971). C'est de cet article que sont extraites les citations de Li Ta-chao.

³ Cf. S. Schram, *The political thought of Mao Tse-tung*, New-York 1969, p. 163.

On pourrait multiplier les exemples; essayer de déterminer dans quelle mesure et par quelles voies les idées de Proudhon, de Bakounine, de Herzen, ou Tchernychevski ont été connues en Chine. L'établissement de ces filiations idéologiques ne nous apparaît pas essentiel. La similitude des situations historiques ne suffit-elle pas à fonder la ressemblance des réactions? Or le populisme tente de répondre aux problèmes qui étaient ceux de la Russie à la fin du XIX^e siècle et qui sont ceux de la Chine dans la première moitié du XX^e siècle; les problèmes que pose la désintégration d'une société rurale traditionnelle sous l'action du capitalisme étranger, en l'absence d'une bourgeoisie nationale vigoureuse et dans un contexte d'aliénation culturelle particulièrement ressenti par l'intelligentsia.

Les thèmes qui dominent la Révolution culturelle sont pour la plupart apparentés à ce courant anarcho-populiste. C'est tout d'abord la confiance placée dans les masses, considérées comme source de toute créativité révolutionnaire. Sur ce point la pensée de Mao n'a guère varié et les mots d'ordre actuels résonnent comme un écho de l'appel lancé en 1927. Il n'est pour s'en convaincre que de rappeler l'introduction au «Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan»:

«Dans peu de temps on verra se soulever dans toutes les provinces de la Chine... des centaines de millions de paysans; ils se dresseront impétueux, invincibles tel l'ouragan et aucune force ne pourra les retenir... Ils mettront à l'épreuve tous les partis et les groupes révolutionnaires... Devons-nous nous mettre à leur tête et les diriger? Ou rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec force gestes autoritaires? Ou bien marcher à leur rencontre pour les combattre? Tout Chinois est libre de choisir une de ces trois voies, mais le cours des événements rapproche pour chacun l'heure du choix.»¹

C'est ce texte même que reprend l'article intitulé «Vive la victoire de la dictature du prolétariat», publié le 18 mars 1971 dans le *Jen-min jih-pao*:

«Quelle attitude prendre devant le grand mouvement révolutionnaire de l'heure actuelle: se mettre à la tête des masses et les diriger? Rester derrière elles en se contentant de les critiquer avec force gestes autoritaires? ou se dresser devant elles pour les combattre? Tout parti révolutionnaire doit faire son choix. Les partis marxistes-léninistes authentiques et tous les révolution-

¹ Mao Tse-toung, Œuvres choisies, Editions Sociales, Paris 1955, t. I, p. 24.

naires soutiendront avec enthousiasme l'action révolutionnaire des masses populaires.»¹

Le corollaire de cette confiance dans les masses est le soupçon à l'égard des appareils, l'hostilité contre les bureaucrates auxquels Mao n'a jamais épargné ses critiques: «gens à l'estomac bien garni, somnolant dans leurs bureaux».² L'histoire du P.C.C. n'est-elle pas jalonnée de campagnes de rectification (*cheng-feng*) destinées à guérir ou prévenir une bureaucratisation toujours menaçante?

Les masses auxquelles Mao fait ainsi appel sont essentiellement les masses rurales. Il ne dispose pas comme les populistes russes de la référence à une organisation primitive communautaire (encore que les premiers socialistes chinois aient parfois cherché dans l'antique système de partage des terres, le *chin-tien*, un équivalent du *mir*), mais on connaît toute l'importance que Mao attache au rôle des soulèvements paysans dans l'histoire chinoise, toute la tendresse qu'il conserve pour les hors-la-loi, redresseurs de tort, figures familières de la littérature chinoise dont les légendes ont bercé son enfance. Cette prédilection à l'égard du monde paysan s'accompagne très naturellement de défiance à l'égard des villes corrompues, méfiance d'autant plus vive qu'en Chine les villes les plus importantes étaient aussi les bases de l'impérialisme étranger. L'envoi à la campagne (*hsia-fang*) des intellectuels et des cadres à réformer, à rééduquer est-il simple mesure d'opportunisme politique? Ne peut-on y voir aussi une manifestation de cette foi en la vertu régénératrice de la vie rurale que célébrait Li Ta-chao en 1918? A la limite on aboutit ici à une sorte d'idéalisme fondé sur la notion de pureté primitive, à une conception du progrès lié à la «vertu» plus qu'aux développements techniques. Pour des Occidentaux, de telles tendances évoquent inmanquablement, au-delà du populisme russe, le souvenir de J.-J. Rousseau.³ Mais elles appartiennent aussi à la tradition chinoise: celle de Mencius, par exemple, ou celle qui s'incarne dans le concept confucéen de bénévolaence (*jen*) sur lequel un anarchiste comme Liu Shih-p'ei avait déjà attiré l'attention.

La vertu opposée aux techniques comme principe de progrès! N'accusons pas ici Mao de ce «catonisme conservateur» dont parle Barrington Moore.⁴ Pour voir dans le «Guide» de la révolution chinoise

¹ Vive la victoire de la dictature du prolétariat – en commémoration du centenaire de la Commune de Paris, Editions en Langues étrangères, Pékin 1971.

² Mao Tse-tung, «Opposons-nous à l'intellectualisme» (1930), cité dans J. Rue, Mao tse-tung in opposition 1927-1935, Stanford 1966, p. 310.

³ B. Schwartz, «The reign of virtue: Some broad perspectives on leader and party in the Cultural Revolution», in: The China Quarterly, n° 35 (juillet-sept. 1968).

⁴ B. Moore, Social Origins of dictatorship and democracy, Boston 1966.

le sauveur de la société et de l'économie traditionnelles, il faudrait un solide esprit de paradoxe. Il n'en demeure pas moins que certains aspects du progrès technique, et en particulier la puissance des machines menaçant la primauté de l'homme, inspire à Mao de profondes réticences. Ce n'est pas par hasard que le destin de la plupart des héros stéréotypés proposés en exemple au peuple chinois à partir de 1962¹ s'achève tragiquement dans quelque accident mécanique, la machine broyant l'homme. Cependant pas plus que les populistes russes d'ailleurs, Mao n'apprécie la pauvreté et le dénuement en eux-mêmes, mais parce qu'ils poussent «au changement, à l'action, à la révolution»; parce que «sur une page blanche, tout est possible; on peut y écrire et dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau». ² La pauvreté des peuples est aussi leur jeunesse et leur force. Or c'est sur cette force que repose le succès des transformations entreprises, car Mao ne montre guère de confiance dans le jeu des lois objectives du développement qu'a définies Marx. Cette impatience cependant le conduit à un volontarisme fort différent de celui de Lénine: un des thèmes essentiels de la Révolution culturelle sera celui de la révolution permanente.

On pourrait donner d'autres exemples de la présence de ce courant anarcho-populiste dans la Révolution chinoise. Mais l'important n'est pas tant l'existence de ce courant commun à beaucoup de mouvements révolutionnaires, que sa coexistence avec le marxisme-léninisme. En Russie, populisme et marxisme-léninisme apparaissent comme deux phases successives et distinctes. Lénine qui reconnaît l'importance historique du populisme, pense qu'à la fin du XIX^e siècle il n'a plus aucun rôle à jouer, et le condamne sans aucune ambiguïté. En Chine, la persistance du courant populiste s'accorde avec le développement du marxisme-léninisme. Mao lui-même s'exprime en général dans les termes marxistes les plus classiques. Entre 1928 et 1949, alors qu'il est aux prises avec les problèmes de paysannerie et de guérillas, il ne cesse d'évoquer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Alors même qu'il insiste sur le rôle des masses, il s'attache à souligner celui du parti. Dès 1929, il dénonce les méfaits de «l'ultra-démocratie». Ainsi dans «L'élimination des conceptions erronées dans le Parti», de décembre 1929. Et le «Petit Livre Rouge» s'ouvre sur une double déclaration de foi: «Il faut avoir confiance dans les masses, il faut avoir confiance dans

¹ Pendant la campagne d'éducation socialiste (1962-1965) qui précède la Révolution culturelle un certain nombre de figures héroïques (la plupart sont des soldats) sont données en exemple. La plus célèbre est celle de Lei Feng.

² Mao Tse-tung, «Présentation d'une coopérative», 15 avril 1958, cité dans J. Esmein, *La Révolution culturelle chinoise*, Paris 1970, p. 28.

le parti.»¹ Le congrès de Wuhan (décembre 1958) qui consacre la politique du Grand Bond en avant, rappelle en même temps le rôle du parti :

«Dans la bonne gestion d'une Commune populaire, le problème essentiel est de renforcer le rôle directeur du parti... Certains pensent qu'avec l'apparition des communes populaires on peut se passer du parti... c'est là une conception erronée.»²

La revendication de la légitimité marxiste-léniniste a été un des soucis constants du mouvement révolutionnaire chinois. Elle revêt aux yeux de ses dirigeants une importance capitale. Les développements originaux qu'a pu connaître la Révolution chinoise ne constituent pas une hérésie, mais une création continue à partir des bases posées par Marx et Lénine. L'intégration du courant anarcho-populiste soulève cependant des difficultés évidentes. Dès 1930 Ch'ü Ch'iu-pai, se faisant l'écho des critiques du Comintern, dénonce chez Mao et ses fidèles «le populisme petit-bourgeois» (accusation qui sera largement reprise par la presse soviétique au moment de la Révolution culturelle). Jusqu'en 1949, ces difficultés trouvent leur solution dans l'action. Mao, s'appuyant sur la légitimité théorique du marxisme, adapte sa lutte aux nécessités de la pratique révolutionnaire chinoise. Le rôle plutôt obscur (sur le plan international) du P.C.C. à cette époque, sa situation de «hors-la-loi», le relâchement des contacts avec Moscou, tout contribue aussi à mettre en veilleuse ce genre de problèmes. Après 1949, le ralliement au modèle soviétique rejette au second plan le courant populiste. A partir de 1958 cependant on assiste à une tentative, inspirée de celle de 1928, qui consiste à appliquer une ligne peu orthodoxe au nom de l'orthodoxie. Mais depuis trente ans le contexte international et intérieur a changé. Les communistes chinois ne représentent plus un groupe d'obscur hors-la-loi mais les dirigeants d'une des principales puissances mondiales sur laquelle bien des yeux demeurent fixés. Au sein du parti l'opposition à Mao n'est plus le fait de «jeunes bolchéviques»³ fraîchement revenus de Moscou et sans grande expérience, tel Ch'en Shao-yü, mais de tout un appareil dont la force et la compétence n'ont cessé de se développer depuis dix ans. Le problème de l'intégration du courant anarcho-populiste se pose donc en des termes nouveaux qui rendent l'opération beaucoup plus difficile et amènent, à partir de 1966, un conflit doctrinal ouvert.

¹ Citations du Président Mao Tse-toung, Editions en Langues étrangères, Pékin 1966, p. 3.

² Cité par S. Schram, art. cit.

³ C'est le nom que par dérision leurs adversaires donnaient aux jeunes «retours de Moscou».

La référence à la Commune de Paris est un aspect de la stratégie complexe qui fut celle de la Révolution culturelle. Elle apparaît comme un instrument de légitimation marxiste-léniniste du courant anarcho-populiste alors prédominant. La Commune de Paris est en effet une des pièces maîtresses de la tradition marxiste-léniniste. Karl Marx dans *La Guerre civile en France* et Lénine dans *L'Etat et la Révolution* ont consacré son caractère prophétique, sa valeur exemplaire. Le Comintern, rejetant l'héritage de la Seconde Internationale, s'est rattaché à celui de la Commune. Ainsi ses titres de noblesse sont-ils des plus orthodoxes. Son contenu évidemment, l'est beaucoup moins. Certains de ses aspects proudhoniens (et dans une moindre mesure, blanquistes) recourent en effet bien des options maoïstes. L'appel des Communards à la destruction de l'appareil d'état trouve son équivalent dans l'offensive déclenchée contre les organismes du gouvernement et du parti chinois (à condition évidemment qu'on accepte l'assimilation maoïste de ces derniers à l'appareil bourgeois).

«Le 1^{er} juin de l'an dernier, le Président Mao, parlant du premier journal mural marxiste-léniniste affiché dans le pays, celui de l'Université de Pékin,¹ a dit qu'il s'agissait du Manifeste de la Commune de Pékin des années 60 du XX^e siècle. Le Président Mao a montré sa sagesse et son génie en prédisant dès lors, que notre appareil d'état prendrait des formes complètement nouvelles.»²

La dictature du prolétariat qu'appelle la Révolution culturelle est en effet la dictature directe des masses que la Commune de Paris a essayé d'établir par la prise du pouvoir: les prises de pouvoir, effectuées au détriment des organisations régulières du gouvernement et du parti, se multiplient en Chine à partir du printemps 1967 jusqu'au moment où, vers la fin de l'année 1968, l'ensemble du pays est couvert par un réseau de Comités révolutionnaires. Dans les termes mêmes de Lénine (*L'Etat et la Révolution*), cette dictature ne peut se concevoir «sans un certain retour aux formes de la démocratie primitive». Les Communards avaient essayé d'assurer le fonctionnement de cette démocratie en recourant à un système d'élections directes qui prévoyaient un contrôle permanent des électeurs sur leurs mandataires. Ce système électoral sera repris par le point 9 de la fameuse *Résolution en*

¹ Il s'agit de la première affiche de critique en gros caractères (ta-tzu-pao) placardée par un groupe d'étudiants de l'Université de Pékin, ayant à leur tête Nieh Yuan-tzu, le 25 mai 1966. Cette affiche fut donnée en exemple au pays et ses auteurs furent par la suite considérés comme les initiateurs de la Révolution culturelle.

² Editorial commun du Jen-min jih-pao et du Hung-ch'i (Le Drapeau Rouge), 1^{er} janvier 1967.

16 articles adoptée le 8 août 1966 et qui fixe le cadre de la Révolution culturelle :

«Il est nécessaire d'appliquer un système d'élection générale semblable à celui de la Commune de Paris... Les listes des candidats doivent être proposées par les masses révolutionnaires après d'amples consultations... Les masses ont à tout moment le droit de critiquer leurs représentants... et ceux-ci peuvent être révoqués par les masses après discussions s'ils se montrent incompetents.»¹

La méfiance à l'égard de la compétence technique et de la spécialisation bureaucratique, spécifique de la révolte parisienne, trouve également son écho dans la Révolution culturelle. Pendant toute la période dite de «la révolution de janvier» (janvier-février 1967) la ville de Shanghai est administrée par des comités de rebelles, étudiants et ouvriers que rien en dehors de leur enthousiasme ne préparait à cette tâche. La Révolution culturelle se place également sous le signe du patriotisme allié à l'internationalisme prolétarien qui fut celui de la Commune, la menace russe se substituant au danger prussien, et l'appel aux masses rurales des pays sous-développés à la solidarité des ouvriers européens.²

Il semble bien qu'au moment où il rejette ouvertement le modèle soviétique, Mao ait ainsi utilisé les références à la Commune de Paris pour affirmer sa fidélité au marxisme-léninisme et pour légitimer son action en l'intégrant dans la continuité de l'histoire révolutionnaire. Mais si Mao a utilisé le souvenir de la Commune de Paris comme arme idéologique, c'est un homme d'état trop avisé et trop pragmatique pour l'utiliser comme modèle d'action.

L'expérience des Communes en Chine (janvier-février 1967) et le rejet de la Commune comme modèle d'action

Si le thème idéologique de la Commune se retrouve de façon constante tout au long de la Révolution culturelle, l'expérience de l'établissement des Communes s'inscrit dans une phase très brève du mouvement, en janvier-février 1967. A ce moment, la Révolution culturelle qui dure depuis mai 1966, a débordé le cadre des universités et des milieux intellectuels pour s'étendre au monde ouvrier.³ Aux organisations de Gardes rouges qui regroupent étudiants et lycéens, sont venues se joindre celles des Rebelles révolutionnaires, constituées par les tra-

¹ Cité dans J. Esmein, *La Révolution culturelle chinoise*, p. 154.

² Cf. l'éditorial du Hung-ch'i, cité dans A. Close, «Tarnished ideals», in: *Far Eastern Economic Review*, 23 février 1967, p. 275.

³ Cf. la directive du 9 décembre sur l'introduction de la Révolution culturelle dans les usines et les mines.

vailleurs urbains. L'éditorial paru dans le *Hung-ch'i* le 1^{er} février 1967 appelle ces groupes à opérer des prises de pouvoir (au détriment des organes réguliers du gouvernement et du parti) et à installer de nouvelles structures locales et régionales calquées sur le modèle de la Commune de Paris. La portée de cet appel sera limitée. Dans quatre centres seulement des organisations du type «Commune» semblent avoir émergé: à Pékin, où un tract du 3 février annonce la formation, quelques jours plus tôt, d'une «Commune des Rebelles révolutionnaires»; à Taiyuan (Shansi), où selon une dépêche de l'Agence Hsin-Hua, «des révolutionnaires prolétariens locaux» ont établi le 28 janvier «un Comité Municipal Révolutionnaire qui est le nouvel organe du pouvoir du peuple révolutionnaire»; à Shanghai, où la Commune (*Kung-she*) est proclamée le 4 février; et enfin dans la province du Kweichow.¹ La plupart de ces «Communes» n'ont qu'une vie fort brève: le record de durée semble avoir été établi par celle de Shanghai du 4 au 22 février; celle de Pékin, par contre, semble bien avoir été mort-née. Aucune de ces Communes ne résulte réellement d'élections. Il s'agit d'organes provisoires établis par les groupes de rebelles qui ont pris le pouvoir et exercent leur autorité «en attendant des élections générales réglées selon les principes de la Commune de Paris» (déclaration du Comité Révolutionnaire municipal de Taiyuan). Enfin l'établissement de ces gouvernements garde le caractère d'initiatives locales dont le Centre ne reconnaîtra jamais la validité et que la presse de Pékin ignorera obstinément. L'établissement de ces Communes a donc un caractère expérimental. A travers l'évolution de la moins mal connue de ces «Communes», on peut essayer de saisir les raisons qui ont amené les dirigeants maoïstes à abandonner si vite cette expérience.

Selon la version officielle chinoise, la «révolution de janvier à Shanghai» représenterait l'effort victorieux des maoïstes, pour arracher le pouvoir aux organes du gouvernement local (révisionniste-bourgeois) appuyé sur le Comité municipal du P.C.C. Examinée dans le contexte politique immédiat cependant, cette prise de pouvoir apparaît davantage comme imposée aux maoïstes qu'arrachée par eux. Comme Paris le 18 mars 1871, Shanghai en janvier 1967 est une ville livrée à elle-même, une ville où a cessé de fonctionner toute forme d'autorité publique et dont l'activité économique s'enraye chaque jour davantage. Depuis septembre 1966, ses rues sont livrées aux Gardes rouges (dont certains sont venus de Pékin), qui ont réquisitionné les moyens de transport collectifs et occupé les bâtiments publics. La désorganisation

¹ Sur la création de ces communes, cf. P. H. M. Jones, «Vive la Commune», in: *Far Eastern Economic Review*, 16 février 1967, et A. Close, «Tarnished ideals», *ibid.*, 23 février 1967.

s'accroît lorsque, répondant à la directive du 9 décembre, les ouvriers commencent à déclencher des grèves. Ces grèves, à caractère essentiellement économique, s'étendent rapidement: des usines, elles gagnent le port (Noël 1966), puis les chemins de fer (début janvier 1967); vers la mi-janvier, la fourniture d'eau et d'électricité n'est plus assurée et on s'oriente vers une situation de grève générale. Les banques n'ont plus de fonds. Les campagnes proches cessent de ravitailler la ville dont la population est gonflée par l'arrivée de Gardes rouges et le retour de travailleurs (émigrés plus ou moins volontaires qui abandonnaient les zones pionnières).

C'est dans ce contexte de chaos grandissant que les Rebelles révolutionnaires décident de prendre en charge la ville: ils n'arrachent pas un pouvoir que personne n'exerce plus mais comblent le vide laissé par le déclin des autorités régulières. Leur but n'est plus la contestation, mais au contraire la restauration et la reprise de la production comme le montrent le «Message à toute la Population de Shanghai» et «l'Avis urgent» transmis au début de janvier par la presse locale dont les Rebelles révolutionnaires viennent de prendre le contrôle. Ainsi l'opposition qu'il faut briser ou rallier, n'est pas celle des bureaucrates, mais celle d'ouvriers en grève.

Position gênante, que les maoïstes justifieront en interprétant la situation ainsi créée à Shanghai comme une manœuvre du Comité municipal du P.C.C. appuyé sur les cadres syndicaux révisionnistes, les technocrates et tous les éléments bourgeois, demeurés en fonction dans les entreprises. Le but de ces partisans de «la ligne noire» aurait été de plonger la ville dans une confusion si grande qu'elle eût empêché la poursuite du mouvement révolutionnaire et paralysé toutes les initiatives maoïstes.¹ Pour mettre en œuvre cette politique, le maire de Shanghai Tsao Ti-chiu aurait eu recours à une stratégie relevant de l'économisme, jadis dénoncé par Lénine (dans *Que faire?*). Il aurait détourné les masses ouvrières de l'engagement politique en encourageant leurs revendications particulières, les aurait démobilisées par des augmentations de salaires et l'attribution de nombreuses gratifications. (De tels versements ont été effectivement faits, et sur une grande échelle.)

Si l'on accepte cette vue d'un chaos volontairement provoqué par les anti-maoïstes, reste le problème que pose l'extraordinaire succès rencontré par une telle politique. En fait l'ampleur du chaos suggère que celui-ci n'est pas le simple résultat d'une machination, mais qu'il y

¹ Thèse reprise par J. Daubier, *Histoire de la Révolution culturelle prolétarienne en Chine*, Paris 1970, p. 137, et par J. Esmein, *La Révolution culturelle chinoise*, p. 197.

a eu de véritables mouvements de masse spontanés : ceux précisément qu'appelait Mao. La mobilisation de ces masses cependant ne s'est point faite sur les objectifs proposés par Mao (lutte anti-révisionniste), mais sur des objectifs socio-économiques reflétant l'aspiration des ouvriers (et des paysans des banlieues) à une vie matérielle plus facile. La «fête révolutionnaire» prend ainsi à Shanghai l'aspect d'une ruée dans les magasins où chacun s'empresse de dépenser les gratifications exceptionnelles qu'il a reçues et qu'il n'est point sûr de garder.¹

La tâche immédiate des rebelles sera donc d'assurer la reprise de la production, la remise en marche des services publics, la réorientation du mouvement ouvrier égaré sur les voies de l'économisme : tâches de gestion et de reconstruction. Pour cela est créée une organisation spéciale, «le Commandement du Front de la ville de Shanghai pour la Révolution et la Production». Formé le 9 janvier 1967 (environ un mois avant la mise en place officielle de la Commune) ce Commandement est sans doute l'exemple le plus net d'une organisation inspirée par l'exemple de la Commune de Paris.² Composé de 50 ouvriers représentant des groupes de Rebelles révolutionnaires appartenant aux divers secteurs économiques, il adopte des moyens essentiellement politiques pour résoudre la crise. Aucun des délégués n'a de compétence administrative particulière ; ils ne restent d'ailleurs point dans leurs bureaux, ne travaillent pas à coups de téléphone et de rapports mais vont sur les lieux mêmes résoudre les problèmes que pose la reprise du travail. Leurs efforts sont secondés par ceux des Groupes de Rebelles révolutionnaires qui sont installés dans les usines dont ils ont chassé les cadres et où ils ont formé des «Comités de production». Le premier de ceux-ci, établi le 27 décembre à l'Usine d'instruments en verre de Shanghai, fut donné en exemple par la presse : il était composé de 10 membres, ouvriers élus au scrutin secret et révocables en permanence. Non-spécialisation et décentralisation de la gestion ; mais aussi ardeur révolutionnaire et militantisme : les briseurs de grèves seront des étudiants, des Gardes rouges formés en escouades de production.³

Le redressement de la situation économique et la reprise du travail qui interviennent progressivement dans le courant des mois de janvier et de février, se doublent d'une amorce de réorganisation administrative. Les Rebelles révolutionnaires ont pris le contrôle des services-clés et leur gestion s'y fait selon des méthodes qui elles aussi rappellent celles

¹ Cf. «City in turmoil», in : *Far Eastern Economic Review*, 23 février 1967.

² Cf. A. Close, «Tarnished ideals», art. cit.

³ Neale Hunter, «Port in a storm», in : *Far Eastern Economic Review*, 22 juin 1967, p. 663.

de la Commune de Paris et que Chang Chun-chiao¹ décrit en ces termes :

«A cette époque nous avons adopté un mode de discussions en commun. Pour chaque sujet nous devions demander aux rebelles de venir à notre conférence en consultation. Un jour, quarante organisations pouvaient être représentées et le lendemain, cent organisations nous envoyaient des délégués. Personne ne se connaissait. Quoique nous fussions très occupés et plutôt dans la confusion, nous pensions que dans la révolution les choses pouvaient se produire de cette manière.»²

Ainsi l'établissement de la Commune, le 4 février, ne fait qu'officialiser un pouvoir de fait qui s'exerce à Shanghai depuis un mois. Dirigée par deux maoïstes, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan,³ la Commune comporte une large majorité d'ouvriers représentant des organisations rebelles révolutionnaires.

Pourtant, au moment même où il est officialisé à Shanghai, le modèle de la Commune semble déjà être rejeté par la direction maoïste de Pékin. Dès le 3 février (veille de l'établissement de la Commune de Shanghai), une émission radiodiffusée met en garde les révolutionnaires :

«Nous ne sommes pas contre toute autorité. Nous devons nous rappeler les leçons de la Commune de Paris qui ne fit pas un usage suffisant de son autorité.»⁴

Ainsi après avoir souligné le rôle des masses, les dirigeants maoïstes en viennent à rappeler celui de la discipline et de l'organisation. En termes pratiques, cette évolution se traduit par un appel à l'armée et au parti (ou à ce qui reste de ce dernier). Dès le 18 janvier 1967, Mao, dans un message personnel adressé à Lin Piao, avait demandé que l'Armée Populaire de Libération intervienne dans les luttes pour le pouvoir aux côtés de la faction maoïste. L'ordre officiel avait été transmis le 28 janvier. A partir de cette date, les militaires prennent en main le fonctionnement d'un certain nombre de services jusqu'ici assuré par les civils. Le mouvement est très net à Pékin où dès la fin du mois de jan-

¹ Ancien secrétaire du Comité municipal du P.C.C. de Shanghai, membre du Groupe dirigeant de la Révolution culturelle du C.C.

² J. Esmein, *op. cit.*, p. 159.

³ Intellectuel shanghaien dont l'article retentissant contre Wu Han (qui parut en novembre 1965 et passe pour avoir été inspiré par Mao lui-même) marqua les débuts de la Révolution culturelle dans les milieux littéraires. Il appartient aussi au Groupe dirigeant de la Révolution culturelle du C.C.

⁴ *The China Quarterly*, n° 30 (avril-juin 1967), p. 220, *Quarterly chronicle and documentation*.

vier usines, entrepôts, aérodromes, locaux de police sont occupés par l'armée. A Shanghai, le rôle de l'armée en janvier-février est moins évident, mais fort réel. Les militaires fournissent avec les étudiants les équipes de travail qui brisent les grèves et assurent la reprise de la production. C'est grâce à eux que dans les campagnes environnantes, les labours de printemps finissent par s'accomplir en temps voulu. Et ce n'est certes pas un hasard, si le commandant de la garnison locale, Liao Cheng-kuo est devenu vice-président de la Commune.¹

Si le rôle ainsi dévolu aux militaires s'inscrit dans la continuité d'une politique qui dès la campagne d'éducation socialiste (1962-1965) avait fait de l'Armée Populaire de Libération son instrument privilégié, le recours au parti est plus surprenant après les violentes attaques dont celui-ci est l'objet jusqu'en janvier 1967. Une déclaration faite le 24 février par Chang Chun-chiao, sous la directive de Mao, marque le renouveau de considération accordé au rôle du parti : «Avec l'inauguration de la Commune avons-nous encore besoin d'un parti? Je pense que nous en avons besoin parce que nous avons besoin d'un noyau résistant...; en bref, nous avons besoin d'un parti.»² Ainsi les militaires et les cadres (les «bons» évidemment ou du moins les «repentis») sont-ils appelés à exercer l'autorité aux côtés des Rebelles révolutionnaires. Au moment même où le modèle de la Commune commence à peine d'être appliqué, lui est substitué un autre type d'organisation du pouvoir régional : celle des Comités révolutionnaires fondés sur la coalition Armée-Parti-Masses qui quelques semaines plus tard reçoit le nom de Triple Alliance.³

Les raisons invoquées pour l'abandon du modèle de la Commune tiennent essentiellement aux difficultés de procéder à des élections générales dans une période où l'autorité des révolutionnaires (maoïstes) a encore beaucoup de mal à s'affirmer :

«Nous avons proclamé le recours aux principes d'élection de la Commune de Paris. Cependant, c'est seulement lorsque les factions révolutionnaires auront affirmé leur supériorité..., lorsque les forces conservatrices seront complètement balayées qu'il pourra y avoir des élections générales pour établir la direction de la gauche.»⁴

¹ Cf. Evelyn Anderson, «Shanghai: The masses unleashed», in: *Problems of Communism*, janvier-février 1968, pp. 12-22.

² P. Bridgam, «Mao's Cultural Revolution: The struggle to seize power», in: *The China Quarterly*, n° 41 (janvier-mars 1970), p. 3.

³ Cf. l'éditorial du *Hung-ch'i*, 10 mars 1967.

⁴ *The China Quarterly*, n° 30 (avril-juin 1967), p. 221, *Quarterly chronicle and documentation*.

C'est le même argument que Chou En-lai aurait avancé à Pékin au début de mars :

«Constituer Pékin en Commune serait prématuré. L'institution d'une Commune à la manière de celle de Paris en 1871 impliquerait que 95% des travailleurs, des soldats et des étudiants auraient à voter. La situation n'était pas encore mûre pour cela.»¹

L'exemple de Shanghai n'est donc pas suivi. La Commune de Shanghai elle-même doit se réorganiser : le 24 février elle devient un Comité révolutionnaire et accroît la représentation de l'Armée et du Parti dans son sein. La substitution des Comités révolutionnaires aux Communes marque le retour, au moins partiel, aux principes d'autorité (l'armée) et de compétence (le parti). Dans le contexte politique immédiat cette évolution peut apparaître comme une retraite tactique et l'amorce d'un compromis avec les forces d'opposition anti-maoïstes. Dans la mesure cependant où les dirigeants maoïstes de Pékin n'ont jamais donné d'approbation officielle à la création des Communes, il est difficile de juger si cette évolution représente un véritable revirement politique ; peut-être l'expérience des Communes, laissée à l'initiative locale, ne représente-t-elle qu'une de ces tentatives multiples favorisées par Mao qui se réservait de choisir parmi elles celles qu'il jugeait les plus valables (ou les plus convenables à son projet). La Commune, comme modèle d'action, ne fut pas de ces dernières.

L'histoire ne se répète pas. Les références ne sont pas des modèles. En Chine la référence à la Commune de Paris a servi à couvrir des entreprises bien différentes. C'est notre conviction que ces références étaient relativement plus justifiées en 1967 qu'en 1927.

¹ Cité dans J. Esmein, *op. cit.*, p. 167.